

**A-2354/11-12**



**CHFEP**

Chambre des fonctionnaires  
et employés publics

11-A, avenue de la Porte-Neuve | L-2227 Luxembourg | Tél.: 47 22 24 | Fax: 47 23 74 | E-mail: [chfep@chfep.lu](mailto:chfep@chfep.lu)

# A V I S

sur

**le projet de règlement grand-ducal déterminant les critères de classement  
ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation  
des éducateurs gradués et des éducateurs de l'enseignement fondamental**

Par dépêche du 7 décembre 2010, Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé.

Il a pour but de déterminer, comme le veut l'article 14 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, *"le détail des critères de classement ainsi que les modalités de la procédure d'affectation et de réaffectation des éducateurs gradués et des éducateurs"* dudit secteur de l'enseignement.

Si le projet de règlement grand-ducal sous rubrique trouve l'approbation de la Chambre des fonctionnaires et employés publics dans ses grandes lignes, celle-ci voudrait toutefois rendre attentif à un problème qui se pose en rapport avec les éducateurs et les éducateurs gradués qui n'ont pas le statut de fonctionnaire, mais celui d'employé de l'État.

En effet, aux termes de l'article 2, alinéa 2, du projet, ceux-ci n'ont pas le droit de postuler *"sur la première liste des postes vacants"* puisque celle-ci est réservée aux seuls *"fonctionnaires de l'État des carrières de l'éducateur et de l'éducateur gradué"*.

Or, il est un fait que les employés des carrières visées ayant déjà atteint un certain âge, en raison de leur engagement et de leur précieuse expérience éducative et pédagogique, sont de vrais *"pionniers"* en la matière. Les exclure de la première liste en raison de leur seul statut professionnel paraît dès lors maladroit voire inéquitable.

Sans vouloir mettre en question le principe de la priorité des fonctionnaires pour la première liste, la Chambre des fonctionnaires et employés publics demande en conséquence de prévoir une exception transitoire pour les seuls employés ayant atteint un certain âge au moment de l'entrée en vigueur de la loi précitée du 6 février 2009 et de compléter l'article 14 ("*Dispositions transitoires*") par un alinéa 3 libellé comme suit:

*"Par dérogation à l'article 2, alinéa 2 ci-dessus, peuvent également postuler, sur la première liste des postes vacants, les employés des carrières de l'éducateur et de l'éducateur gradué, à condition d'avoir atteint l'âge de 45 ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et de pouvoir se prévaloir, à la même date, d'une ancienneté de service de cinq ans au moins dans les carrières visées".*

Sous la réserve de cette proposition, la Chambre des fonctionnaires et employés publics marque son accord avec le projet de règlement grand-ducal lui soumis pour avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 6 avril 2011.

Le Directeur,

G. MULLER

Le Vice-Président,

R. WOLFF